

L'INFLEXION DE LA STRATÉGIE GEOÉCONOMIQUE CHINOISE

CHRISTIAN DARGNAT

Rapport de recherche #16

Février 2016



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Christian DARNAT a exercé pendant 25 ans des fonctions de dirigeant dans l'industrie financière de la gestion d'actifs. Il rejoint BNP Paribas Asset Management (AM) en 2006 comme *Chief Investment Officer*, avant d'en être nommé directeur général en 2009, fonction qu'il occupe jusqu'à fin 2015.

De 2009 à 2012, il est également *Chief Investment Officer* de BNPP Investment Partners, président de BNP Paribas Asset Management SGR en Italie et de CAM Gestion. Il supervise également les activités de la gestion *Wealth Management* de BNP Paribas en France et en Italie jusque début 2016.

Parallèlement, de septembre 2010 à juin 2013, Christian Darnat exerce la présidence du comité « monnaies et système monétaire » du MEDEF. Depuis janvier 2014, il est membre de la Commission consultative de l'AMF « Gestion et investisseurs institutionnels » et du collège « Investisseurs institutionnels » de Paris Europlace.

Surtout, Christian Darnat a été président de l'EFAMA (*European Fund & Asset Management Association*), l'association européenne de l'industrie financière, de 2013 à 2015, après en avoir été vice-président pendant deux ans.

Expert reconnu en finance internationale, Christian Darnat est, depuis 2008, conférencier à HEC et à Sciences Po. Il collabore régulièrement avec le CF2R sur les sujets géoéconomiques.

Christian DARNAT has acted as Chief Executive Officer of BNP Paribas Asset Management and as CIO of BNP Paribas Investment Partners from 2009 to 2015. He joined BNP Paribas Asset Management in 2006 as Chief Investment Officer and as a member of the Executive Committee.

From 2009 to 2012, he was Chairman of BNP Paribas Investment Partners Italy and Chairman of CAM Gestion, and he oversighted the Portfolio Management activity of BNP Paribas Private Banking in France and Italy.

From September 2010 to June 2013, Christian Darnat was Chairman of the MEDEF committee «Currencies and International monetary system». He also has been appointed in 2014 member of the French regulatory authorities (AMF) Advisory Commission dedicated to «Asset Management and Institutional Investors».

He is also member of the Paris Europlace Institutional Investors Committee. From June 2013 to June 2015, Christian Darnat was elected President of European Fund & Asset Management Association (EFAMA) after being Vice President for 2 years.

Expert in International Finances, Christian Darnat, has lectured, since 2008, at Hautes Etudes Commerciales (the leading European Business university) and French High School Sciences Po. He is working regularly with the CF2R on Geoeconomics issues».

L'INFLEXION DE LA STRATÉGIE GÉOÉCONOMIQUE CHINOISE

Au sein d'un contexte international de ralentissement du commerce mondial et de montée en puissance des services au détriment de l'industrie, le modèle de croissance économique chinois arrive à saturation (surendettement, surcapacité industrielle, compétitivité et démographie déclinantes, accélération des sorties de capitaux...).

Les autorités nationales doivent opérer un changement de stratégie géoéconomique. La nouvelle vision stratégique, impulsée par le président Xi Jinping, d'affirmation de la puissance chinoise s'inscrit dans une triple ambition de rééquilibrage : des niveaux de développement des régions internes chinoises, des facteurs de croissance économique – dont les déséquilibres deviennent potentiellement risqués pour la stabilité politique du pays – et enfin de la prédominance géopolitique régionale asiatique.

Cette nouvelle stratégie va reposer sur deux initiatives majeures : une transformation du système financier domestique, nécessaire pour extraire le pays de sa situation de surendettement, et la mise en place du projet « One Belt, One Road » qui devrait aider à remédier à la situation de surcapacité industrielle du pays. La réussite de ces initiatives conditionnera la poursuite du développement de l'économie chinoise.

La mutation financière que doit réaliser la Chine est impérative pour, à terme, permettre à la devise nationale, le RMB, d'accéder au statut de monnaie de réserve internationale. Cette transformation nécessite de gérer la parité de la devise sans susciter de dévastatrices perturbations nationales et internationales et de développer les infrastructures des marchés financiers domestiques sans remettre en cause le primat politique du Parti communiste chinois.

« Marchant sur une corde raide », le gouvernement va donc officiellement maintenir le cap des réformes structurelles en tentant d'en adoucir les conséquences négatives sur l'activité par une dépréciation modérée de sa devise. Les ressources financières de la Chine sont suffisantes pour que Xi Jinping maintienne son cap réformateur. En revanche, la perception de déstabilisation de son pouvoir personnel ou de celle du Parti communiste constitue une « ligne rouge absolue » qui condamnerait la poursuite des réformes initiées.

Le second volet de l'inflexion stratégique chinoise repose sur un projet protéiforme extrêmement prometteur : « One Belt One Road ». D'ampleur financière et géographique exceptionnelle, il vise à (ré)ouvrir des routes commerciales terrestres et maritimes reliant Shanghai à Venise en parcourant le continent euro-asiatique afin de créer de nouvelles opportunités de marchés grâce au désenclavement de territoires traversés.

Ses motivations sont de trois ordres : économique, en offrant des débouchés aux surcapacités industrielles nationales ; politique, en favorisant un réaménagement économique du territoire chinois tout en améliorant l'image du pays par la mise en place d'un projet fédérateur et constructif ; géopolitique, par la sécurisation de ses approvisionnements en ressources naturelles, et par une influence économique accrue sur les pays traversés.

En dépit de risques opérationnels et de gouvernance élevés – ce projet dont la logique rationnelle et constructive contraste avec celle principalement militaire adoptée par les États-Unis depuis un quart de siècle en matière de relations internationales – est de nature à modifier la donne géopolitique sur le « Heartland » euro-asiatique. « Le Grand Jeu » est de retour !

La rivalité avec les États-Unis s'intensifiera puisque le projet OBOR permettra de renforcer la capacité maritime marchande et militaire de la flotte chinoise et d'édifier un contrepoids au partenariat transpacifique d'inspiration américano-nipponne. La Russie sera contrainte de proposer à la Chine une complémentarité militaro-économique tandis qu'un renforcement des relations géoéconomiques chinoises avec la Turquie et l'Iran devrait émerger. Si le Japon et la Corée apparaissent prospectivement comme les principaux perdants de cette percée stratégique chinoise, l'Inde et l'Union européenne brillent pour l'instant par leur discrétion sur ce projet. Les opportunités économiques sectorielles pour les entreprises européennes sont pourtant attrayantes.

La réussite de cette nouvelle stratégie géoéconomique actera la fin du cycle de financement de l'économie mondiale observée depuis 25 ans. La réorientation de l'épargne financière chinoise exercera une pression haussière sur les taux d'intérêt des pays occidentaux. L'échec de la mise en place de ces réformes financières susciterait en revanche un repli sur soi de la Chine et marquerait le terme de la période de globalisation initiée au cours de la décennie 1980.

EXECUTIVE SUMMARY

SHIFT IN CHINA'S GEOECONOMIC STRATEGY

Against an international backdrop of slowing global trade and the rising power of the services industry over manufacturing, the Chinese economic model is approaching saturation (over-indebtedness, excess production capacity, declining competitiveness and demographics, increased flight of capital).

The national authorities have to implement a change in geo-economic strategy. The new strategic vision, propelled by Xi Jinping, to assert Chinese power is best understood as part of a three-pronged ambition to restore balance: new levels of development for the Chinese hinterland, factors affecting economic growth leading to instability that could undermine the political stability of the country, and finally China's geopolitical and regional dominance in Asia.

This new strategy will be based on two major initiatives: a transformation of the domestic financial system, required to get the country out of its situation of over-indebtedness and the launch of the project « One Belt, One Road », aimed at remedying the country's industrial overcapacity. The success of implementing solutions to the two threats will shape the continuing development of the Chinese economy.

The financial shift that China has to make is essential for its national currency, the Renminbi (RMB), to obtain the status of a reserve currency. This transformation requires managing currency parity without causing devastating national and international disturbances, and by developing the infrastructures of domestic financial markets without undermining the political dominance of the Chinese Communist Party. « Walking on a tightrope »: the government will therefore officially maintain the policy of structural reforms while attempting to soften any negative consequences to activity through moderate depreciation of the currency. We estimate that the financial resources of China are sufficient to enable Xi Jinping continue his policy of reform. However, any threat to his personal power or to that of the Communist party constitutes a «red line» that must not be crossed and that would end the program of reforms.

The second part of China's strategic shift is based on the ambitious and multifaceted project called « One Belt One Road ». The project is on a vast financial and geographic scale and is aimed at (re)opening the commercial land and sea routes that connect Shanghai and Venice and cross the Eurasian continent in order to create new market opportunities by opening up the territories covered by the project. The motivations behind the project are threefold: economic, by providing market opportunities for the excess capacity of Chinese industry; political, by promoting an economic redevelopment of the Chinese landmass while also improving the image of the country via the implementation of a constructive and unifying project; geopolitical, with the securing of supplies of natural resources, and through increased economic influence in the countries through which the project will pass.

Despite the high operational and governance risks, the project's rationale and constructive logic contrasts with the predominantly military approach of the United States for the last quarter century with regard to international relations, and is likely to transform the geopolitical status of the Eurasian « Heartland ».

« The Great Game » is back. The rivalry with the USA will intensify given that the OBOR project will reinforce China's maritime capacity, both its merchant and military navy, and establish a counterbalance to the Trans-Pacific Partnership promoted by America and Japan. Russia will be obliged to respond to China's project both militarily and economically while a reinforcement of China's geo-economic relations with Turkey and Iran is also likely. Though Japan and Korea are set to be the main losers in the Chinese strategic project, India and the EU have said very little about the project. The sectoral economic opportunities for European firms are however attractive.

The success of this new geo-economic strategy will usher in the end of the financing cycle of the world economy observed for the last 25 years. The redirection of Chinese financial savings will apply upward pressure on interest rates in Western countries. Conversely, a failure to implement financial reforms will lead to a withdrawal of China and signal the end of the period of globalization that began during the 1980s.

SOMMAIRE

1. L'ÉCONOMIE CHINOISE A MARQUÉ DE SON EMPREINTE L'ANNÉE 2015	06
2. LA VISION STRATÉGIQUE D’AFFIRMATION DE PUISSANCE CHINOISE RÉPOND À UNE AMBITION DE TRIPLE RÉÉQUILIBRAGE	07
3. « LES TRENTE GLORIEUSES » CHINOISES ONT ATTEINT LEURS LIMITES	08
4. LA CHINE DOIT MODERNISER SA POLITIQUE FINANCIÈRE AFIN DE COMBLER UN HANDICAP DEVENU STRATÉGIQUE	10
5. « UNE CEINTURE, UNE ROUTE », UN PROJET STRATÉGIQUE POUR LE XXI^e SIÈCLE	11
Le projet <i>One Belt One Road</i> (OBOR) correspond à une triple motivation : économique, de politique interne et géopolitique	14
Les obstacles qui se dressent devant la réussite du projet OBOR sont multiples et de diverses natures	15
Les multiples conséquences et réactions géopolitiques du projet OBOR ou quand « le grand jeu » du XIX ^e siècle se réactive !	15
De Shanghai à Venise, l’initiative OBOR relève d’une remarquable intelligence stratégique	17
ENSEIGNEMENTS	18
ANNEXE	19
Liste des secteurs industriels et de services bénéficiaires des réformes chinoises	

La seconde décennie du XXI^e siècle a définitivement entériné l'entrée de la Chine comme puissance dominante capable d'influencer le paysage géoéconomique mondial. La saturation actuelle du modèle de croissance économique chinois coïncide avec une évolution du contexte mondial qui s'avère moins favorable aux points forts de la Chine.

À la première phase de globalisation accélérée à laquelle la Chine a pris une part prépondérante à partir de la décennie 1980, succède, depuis la crise de 2008, une décélération de cette dynamique : le commerce mondial ralentit tandis que l'industrie cède du terrain aux services qui prennent une place prépondérante dans toutes les économies.

Reflet de son importance sur l'échiquier mondial, la Chine, conjointement aux États-Unis, provoque et accompagne cette mutation internationale en adoptant un changement de stratégie géoéconomique qui va reposer sur deux initiatives majeures : une transformation du système financier domestique, nécessaire pour extraire le pays de sa situation de surendettement, et la mise en place du projet *One Belt, One Road* qui devrait aider à remédier à la situation de surcapacité industrielle du pays. La réussite de ces projets conditionnera la poursuite du développement de l'économie chinoise et de son évolution géopolitique.

1. L'ÉCONOMIE CHINOISE A MARQUÉ DE SON EMPREINTE L'ANNÉE 2015

Après avoir été le principal contributeur de la croissance mondiale pour près de 35 % depuis le début de la décennie 2010 selon le FMI, la Chine a été, symétriquement, le principal responsable du ralentissement économique mondial enregistré l'an dernier.

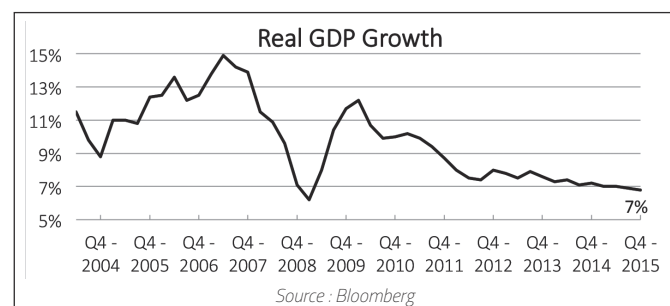
La décélération de son économie en 2015, certainement plus prononcée que ne l'affiche le ralentissement officiel de 0,4 point de PIB entre 2014 et 2015, à 6,9 %, s'est principalement transmise aux pays émergents via une moindre demande de matières premières et de biens intermédiaires. Cela a suscité un repli sensible du prix des matières premières (-36 % du prix du Brent notamment en 2015) et contribué à une moindre croissance du commerce mondial (en faible progression de 2 % en 2015 ; OMC).

Si l'Arabie saoudite porte la responsabilité principale de l'effondrement du prix du pétrole, par la mise en place de sa politique délibérée de reconquête de parts de marchés via une hausse de production, le ralentissement de la demande chinoise à partir de la seconde moitié de 2014 a constitué le

terreau favorable à la chute du prix du baril (de 70 % en 18 mois, de juin 2004 à janvier 2016).

Le krach boursier chinois durant l'été 2015 a constitué le deuxième événement économique majeur chinois ayant un impact mondial.

La volatilité engendrée par la violence de la correction observée sur la bourse chinoise (-40 % de l'indice *Shanghai SE Composite* de juin à octobre 2015) s'est ressentie au niveau mondial au point qu'elle a incité la Réserve fédérale américaine à décaler d'un trimestre la hausse de son principal taux directeur !



En fin d'année, l'insertion officielle du Renminbi au sein des Droits de tirages spéciaux du FMI a officialisé la reconnaissance de la Chine comme puissance financière, complétant ainsi celles obtenues précédemment sur les terrains économiques et commerciaux.

Ce rappel économique et financier chinois 2015 serait incomplet sans la mise en évidence de deux évolutions moins commentées que les précédentes, mais qui pourtant, sont porteuses de changements fondamentaux pour l'avenir : l'augmentation significative des sorties de capitaux de Chine et le changement de nature de l'utilisation de ses réserves de changes.

Malgré le maintien d'un excédent commercial important (estimé à 630 milliards de dollars en 2015), les réserves de changes chinoises se sont réduites approximativement de 510 milliards de dollars l'an dernier (*source Bank of China*), soit 12 % de leur stock total. Ce sont des entreprises chinoises qui sont responsables de ces sorties de capitaux notamment par

l'investissement direct à l'étranger (IDE), diminuant le rôle de la banque centrale chinoise dans le recyclage de ces réserves.

L'année 2015 a été également marquée pour la Chine par un activisme important en matière géopolitique dont nous retiendrons deux évolutions.

D'une part, l'intensification des tensions diplomatiques et militaires enregistrées en mer de Chine méridionale. Dans un contexte de hausse sensible des dépenses militaires asiatiques, ces frictions constituent un des principaux sujets de préoccupations géopolitiques au monde.

D'autre part, le lancement concret du projet stratégique *One Belt One Road*.

2. LA VISION STRATÉGIQUE D'AFFIRMATION DE PUISSANCE CHINOISE RÉPOND À UNE AMBITION DE TRIPLE RÉÉQUILIBRAGE

L'arrivée au pouvoir du Président Xi Jinping en mars 2013 a marqué le début d'une nouvelle phase d'affirmation de la puissance chinoise. Par diverses initiatives politiques, internes ou externes, le nouvel homme fort chinois a rompu formellement avec l'approche formulée par Deng Xiaoping en son temps, puis endossée par chacun de ses prédécesseurs : *Hide your brightness, cherish obscurity* (« Éviter la lumière pour mieux se développer dans l'obscurité »). La poursuite de la reconstruction de la puissance chinoise devient volontairement moins discrète afin de fédérer le peuple derrière une ambition commune.

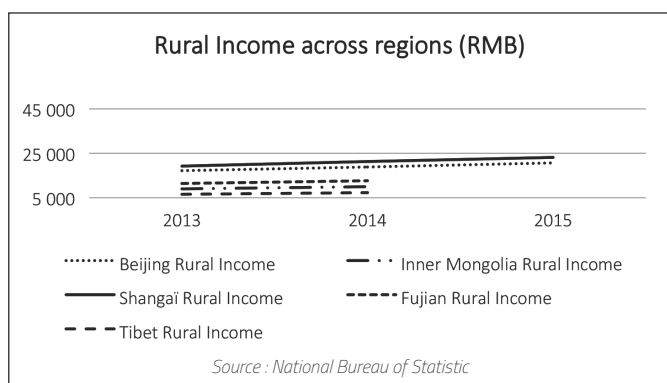
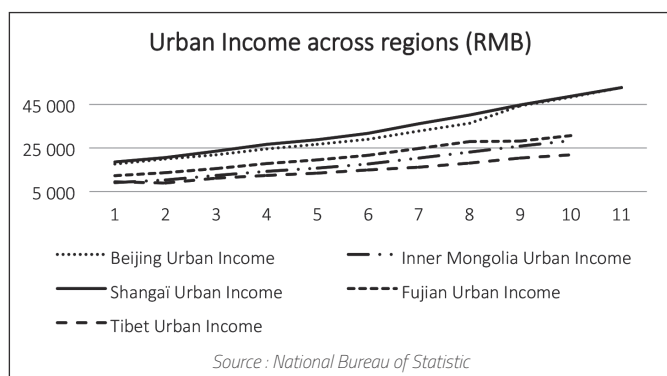
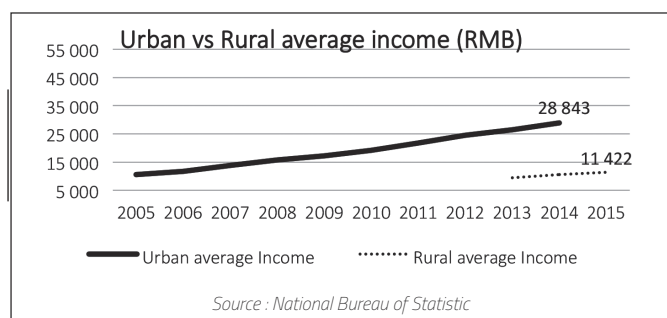
Accompagnée d'une centralisation personnelle plus accentuée des pouvoirs, cette plus grande clarté suscite des analyses, souvent teintées de craintes, visant à dépeindre l'émergence d'un « impérialisme naissant » chinois.

Le renouveau économique chinois auquel nous assistons depuis plus de trois décennies porte en son sein une volonté d'affirmation de puissance qui conduira la Chine à mener une politique étrangère plus active et visible. Cela est peu surprenant : l'Histoire est jalonnée d'exemples de puissances émergentes dont le développement économique domestique finit par déborder sur la scène internationale.

Dans le cas de la Chine contemporaine, cette vision géostratégique affichée depuis l'accession du septième président de la République populaire de Chine repose sur la volonté de procéder à un triple rééquilibrage, externe et interne.

- *Rééquilibrage externe* : la volonté chinoise d'affirmer sa prédominance régionale asiatique ne fait l'objet d'aucun doute, comme en témoignent les régulières tensions territoriales en mer de Chine méridionale avec plusieurs pays voisins. Elle a été exacerbée par la réorientation stratégique de la politique étrangère américaine définie par Barack Obama dès 2008, définissant le « pivot » asiatique comme prioritaire. Cette politique américaine est assimilée par la Chine comme une atteinte à ce qu'elle considère comme son « pré carré naturel régional » et justifie ses actions pour l'endiguer.

- *Rééquilibrages internes* : les principaux enjeux de la stratégie économique chinoise résident fondamentalement dans la volonté de rééquilibrer régionalement le développement du pays ainsi que ses propres facteurs de croissance économique.



Aussi impressionnante et incontestable soit-elle, la croissance chinoise des trois dernières décennies s'est accompagnée d'une forte asymétrie entre, d'une part, l'est du pays - frange littorale et son arrière-pays - qui s'est sensiblement développé et dont la population a vu son niveau de vie considérablement enrichi ; et, d'autre part, l'intérieur du pays (parties centrale et occidentale) qui pâtit de retards importants. Le revenu moyen par individu des régions ouest représente ainsi seulement 40 % du revenu médian chinois, tandis que 650 millions d'individus gagnent encore moins de 4 dollars par jour (source : Bureau national des statistiques de Chine) ! Selon l'estimation de l'Université de Pékin, le coefficient de Gini (qui mesure le degré d'inégalité d'une société) est de 0,49, soit un des niveaux les plus élevés au monde, ce qui reflète la situation d'une nation où le quart de population la plus défavorisée détient moins de 1 % de la richesse totale du pays !

Les risques de fractures sociales et régionales découlant de ces dichotomies sont d'autant plus crédibles que ces disparités s'observent principalement au détriment de régions composées d'ethnies majoritairement non Han (Tibet, Xinjiang, Mongolie,...)

Conjointement à ce constat de répartition inégalitaire, le pouvoir politique chinois qui avait su bâtir un modèle de développement robuste reposant sur deux piliers - investissement et exportations - a pris conscience au lendemain du déclenchement de la crise des *Subprimes* qu'était venu le temps de changer ce modèle de développement tant les déséquilibres générés devenaient potentiellement risqués pour la stabilité économique et politique du pays.

Cette volonté de double rééquilibrage - géographique et économique - découle du constat de l'épuisement du modèle de développement initié en 1978 par Deng Xiaoping.

3. « LES TRENTE GLORIEUSES » CHINOISES ONT ATTEINT LEURS LIMITES...

Après plusieurs décennies de croissance forte correspondant à une phase de rattrapage quasi mécanique au regard du retard séculaire accumulé par l'Empire du milieu, le maintien d'un taux de croissance à deux chiffres devenait inéluctablement insoutenable.

Ce phénomène n'est d'ailleurs pas inédit, ainsi que l'illustrent les difficultés lors de la décennie 1980 du modèle de développement, dit des Hirondelles, des pays du Sud-Est asiatique.

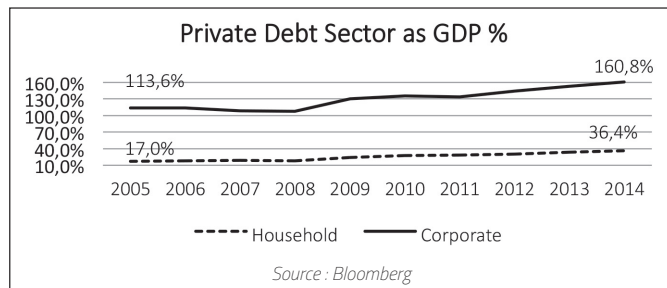
Reposant sur le développement à marche forcée de son industrie, basé sur une logique mercantiliste d'exportations et de thésaurisation de ses excédents en obligations d'État

étrangères (majoritairement américaines), le modèle de croissance chinois arrive à saturation.

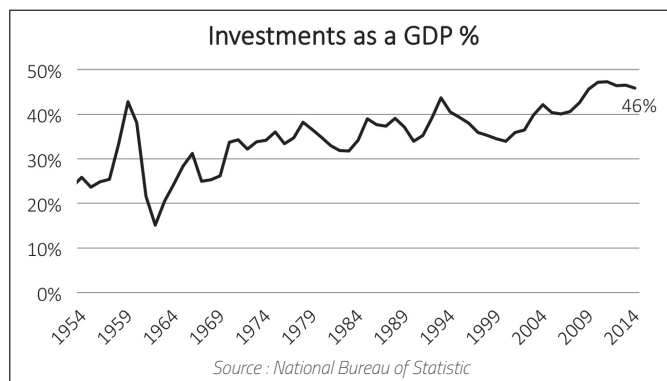
Des facteurs spécifiques expliquent cette situation :

- le financement de la croissance a reposé sur un gonflement de l'endettement national avec une accélération ces dernières années. Si la dette publique chinoise avoisine 55 % du PIB, soit un niveau moins élevé que celui des économies occidentales, en revanche la progression de la dette privée est préoccupante. Celle du seul secteur industriel a ainsi augmenté de 50 % par rapport à 2007 pour atteindre, selon les estimations de la banque JP Morgan, 147 % du PIB chinois !

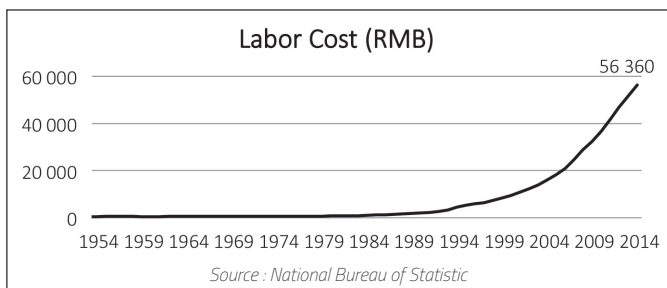
La dette privée chinoise est considérée comme la plus élevée au monde... Ce mode de financement a favorisé la constitution de « bulles » tant financières qu'immobilières qui constituent autant de zones de fragilités de l'économie chinoise ;



- conjuguée à cet endettement, la volonté politique d'accroître la capacité industrielle nationale, notamment en vue d'offrir des emplois aux populations rurales émigrant vers les villes, a abouti à une envolée de l'investissement industriel. Celui-ci s'est avéré surdimensionné au regard des seules opportunités profitables offertes par l'économie domestique lorsque les débouchés à l'étranger se sont taris dans le sillage de la « grande récession » américaine déclenchée en 2008. En 2014, l'investissement atteignait encore le niveau exceptionnel de 45 % du PIB chinois ;

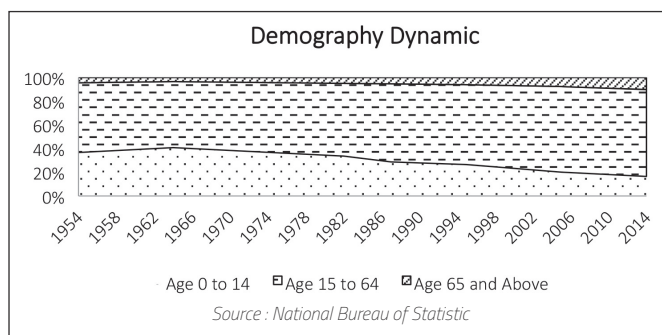


- la perte des avantages de compétitivité internationale due à une progression des coûts salariaux sensiblement supérieure aux gains de productivité a déclenché un cercle vicieux caractérisé par une moindre progression de la production, une dégradation du marché de l'emploi, du solde de balance commerciale, et d'un faible niveau de rentabilité des entreprises locales. Cette moindre attractivité de l'économie chinoise a abouti à l'accélération des sorties de capitaux ;

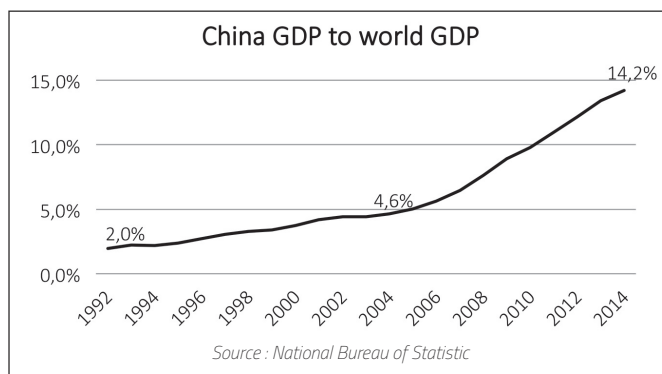


- la puissance d'un pays se reflète également dans son dynamisme démographique. Les difficultés de l'économie

chinoise se révèlent au prisme de l'évolution de sa population : de jeune et rurale, celle-ci est devenue vieille et urbaine en l'espace de deux décennies, conséquence de la politique nataliste initiée par Mao. Selon les Nations Unies, si la population chinoise va augmenter de 40 millions d'ici 2030, en revanche, sa population active va décroître dès 2016 pour se contracter de 10 % dans les 15 prochaines années. À cet horizon, la Chine offrira le même profil démographique que celui du Japon, pays en stagnation économique depuis un quart de siècle ! Toutes choses égales par ailleurs, cette évolution démographique augmentera la masse salariale du pays, le coût budgétaire des personnes à charge, réduira la demande par habitant ainsi que la productivité moyenne, diminuera l'épargne disponible nationale, ce qui au total amoindrira la croissance potentielle du pays. La population chinoise sera probablement « vieille avant d'être riche ».



Après la phase de décollage industriel chinois de la décennie 1980, a succédé celle de constitution de puissance commerciale en fin de XXe siècle. Les succès sont incontestables : aujourd'hui la Chine représente près de 15 % de l'économie mondiale (poids du PIB dans le PIB mondial selon le FMI) et du commerce mondial (source OMC).



Néanmoins, les autorités chinoises sont confrontées à la saturation de leur modèle de développement économique qui se manifeste notamment à travers deux problèmes économiques majeurs : le surendettement du secteur privé et la surcapacité industrielle.

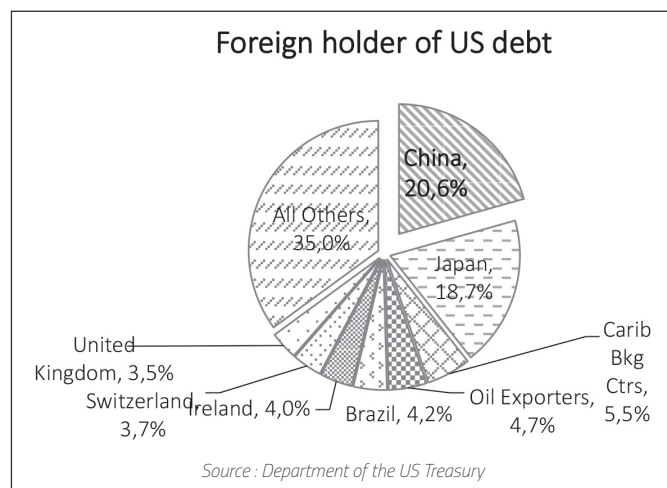
Deux réformes majeures vont constituer les piliers du changement de stratégie géoéconomique : la transformation du système financier et la mise en place du projet *One Belt, One Road*.

4. LA CHINE DOIT MODERNISER SA POLITIQUE FINANCIÈRE AFIN DE COMBLER UN HANDICAP DEVENU STRATÉGIQUE

Pour s'affirmer définitivement comme une super puissance globale, seule rivale crédible potentielle des États-Unis, la Chine, doit désormais initier une nouvelle phase en s'attachant à combler deux handicaps majeurs : construire une capacité militaire maritime de premier ordre d'une part, et bâtir une puissance financière complète d'autre part.

Concernant la composante financière, la Chine a conscience de ses lacunes mais saura-t-elle les corriger sans remettre en question son assise politique ?

Bien qu'elle soit détentrice des réserves de changes les plus élevées au monde (3 300 milliards de dollars) et propriétaire du premier stock d'obligations américaines au monde - à hauteur de 10 % de la dette publique fédérale des États-Unis (*source US Treasury*), la Chine présente cependant des retards en matière financière qui constituent autant de handicaps importants pour son développement économique et son affirmation géopolitique.



La devise chinoise, le renminbi (RMB), représente seulement 1 % des réserves de changes mondiales quand le dollar et l'euro constituent respectivement 64 % et 21 % de ces mêmes actifs. En 2014, parmi les 188 pays membres du FMI, seuls 38 d'entre eux possédaient des réserves de changes libellées en devise chinoise.

Les récentes initiatives prises par les autorités chinoises démontrent leur prise de conscience. L'inclusion du renminbi dans le panier constitutif des Droits de tirages spéciaux du FMI constitue une reconnaissance officielle du rôle futur que

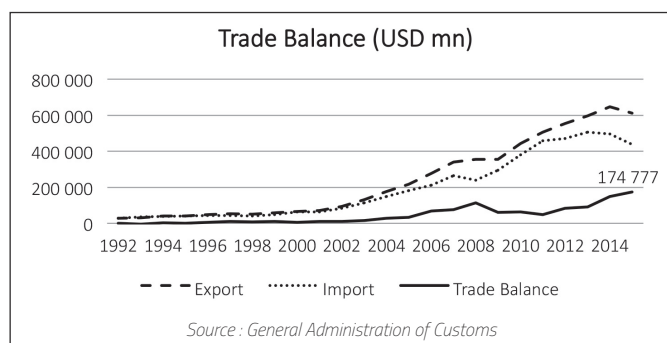
la devise chinoise devrait jouer dans l'enceinte financière internationale. En devançant la livre Sterling et le yen japonais, avec un poids de 10,90 % dans ce panier (versus 30,95 % et 41,73 % pour l'euro et le dollar), la valeur symbolique de cette inclusion est cependant supérieure à son importance effective : les achats mécaniques de renminbi résultant de cette annonce, de l'ordre de 30 milliards de dollars, représentent un faible montant au regard des transactions commerciales et financières enregistrées quotidiennement.

Currency	Weight
US Dollar	41,73%
Euro	30,93%
Chinese Yuan	10,92%
Japanese Yen	8,33%
Pound Sterling	8,09%
SDR	100%

Source: IMF

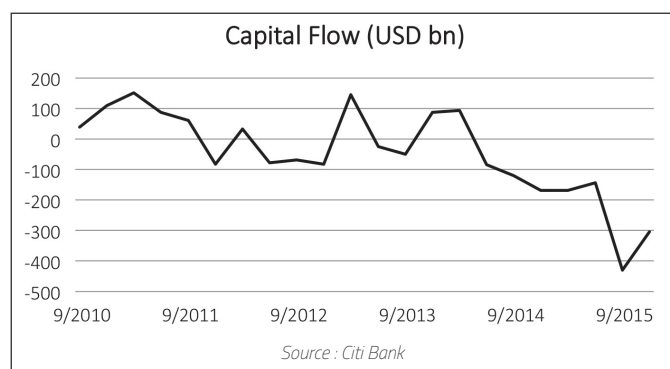
Cette accession au statut de super puissance financière devient d'autant plus impérieuse que le mode de financement sur lequel repose le fonctionnement de l'économie mondiale depuis un quart de siècle est en train d'évoluer significativement !

Depuis les années 1990, l'Occident achète massivement des produits à la Chine, ce qui crée un excédent commercial conséquent pour cette dernière. Pendant deux décennies, pour maintenir la sous évaluation du renminbi nécessaire à l'exportation de ses produits, la Chine a accru ses réserves de changes. Celles-ci ont été recyclées en achetant des obligations d'États occidentaux dont au premier chef celles des États-Unis. Ce schéma de stratégie mercantiliste chinois s'accompagnant de recyclage financier de ses excédents en Occident a permis l'accélération de la croissance mondiale enregistrée pendant près de 25 ans et correspondait aux intérêts des deux grandes puissances : la Chine trouvait des débouchés à sa production tandis que les États-Unis pouvaient continuer de « consommer à crédit ».



Ce schéma circulaire s'est interrompu sous le double coup de butoir de la « grande récession » américaine de 2008 et du renchérissement des coûts de production chinois. L'année 2014 constitue un point d'inflexion notable : non seulement l'excédent commercial chinois se contracte mais les sorties de capitaux hors de Chine s'accroissent, entraînant une chute des réserves de changes de la Banque de Chine et un moindre recyclage en actifs financiers occidentaux au profit d'investissements directs dans les économies étrangères (pays émergents ou développés).

La prolongation des tendances actuelles (vieillesse démographique de la Chine et hausse de ses coûts de production) aboutira à la réduction de l'excédent commercial chinois et à l'apparition et au creusement d'un déficit de la balance commerciale de l'Empire du milieu ! Si cette trajectoire est peu envisagée aujourd'hui, il suffit d'observer ce qui s'est déroulé au Japon au cours des trois dernières décennies pour réaliser qu'il est tout à fait envisageable, voire même inéluctable.



Ce scénario justifie que l'objectif financier ultime pour la Chine soit d'aboutir à ce que le RMB devienne une monnaie de réserve internationale, statut dont bénéficie seul, de fait, le dollar depuis les accords de Bretton Woods. C'est la condition impérative en situation de déficit commercial pour attirer des capitaux étrangers sans enregistrer une hausse trop forte de ses taux d'intérêt !

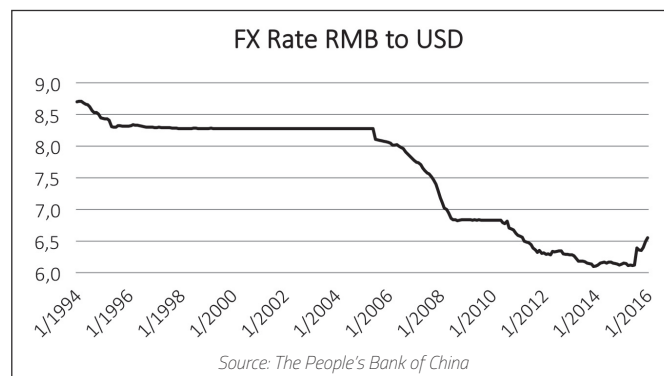
Dans cette optique, le pouvoir politique chinois est confronté à deux enjeux majeurs :

- gérer à court et moyen terme la parité de sa devise sans susciter de dévastatrices perturbations nationales et internationales ;
- développer les infrastructures de marchés financiers chinois sans remettre en cause le primat politique du Parti Communiste chinois ;

L'évolution de la parité du RMB est un enjeu de court et moyen termes aux conséquences potentielles importantes pour le système monétaire international.

En août 2015, puis en janvier 2016, les marchés financiers ont été sévèrement chahutés par des annonces de dévaluation du RMB de l'ordre de 5 %, démontrant ainsi de facto l'influence mondiale prise par l'évolution de cette devise.

De 2000 à 2007, la sous-évaluation du RMB avait constitué un levier de compétitivité efficace pour la conquête chinoise de parts de marchés internationaux. Son appréciation de 32 % de 2007 à 2014 (en termes réels et par pondération en fonction des échanges commerciaux ; source Datastream et FMI), conjuguée à des hausses de salaires trop rapides au regard des gains de productivité internes, a conduit à sa surévaluation préjudiciable à la compétitivité des entreprises chinoises.



En matière d'évolution de la parité du RMB, trois options sont envisageables pour les autorités chinoises :

- respecter l'engagement de maintenir sa stabilité ;
- laisser « jouer » les forces de marché ;
- accompagner une dépréciation modérée et régulière du RMB.

Si le gouvernement chinois souhaite l'option 1, redoute l'option 2, il va néanmoins tenter d'appliquer l'option 3.

La mise en place de la première option a fait long feu : l'adoption à la fin de l'année 2015 d'un panier de devises étrangères en substitution au seul dollar comme référence à l'évolution du RMB s'est avérée être pour les autorités chinoises et le FMI un élégant moyen de respecter l'engagement officiel de stabilité monétaire de sa devise. Mais cette décision a peu convaincu les investisseurs internationaux de la durabilité de la volonté des autorités chinoises en la matière : la tendance à la dépréciation du RMB s'est poursuivie ...

La deuxième option, qui sera nécessaire à terme pour accéder au statut de monnaie de réserve internationale, contraint la Chine à respecter deux conditions qui lui font défaut actuellement : la convertibilité totale de sa devise et l'ouverture de marchés financiers développés. Le flottement du RMB implique une suppression du contrôle des capitaux et l'absence d'utilisation des réserves de changes pour diriger la parité de sa devise.

Ces conditions ne sont pas acceptables pour les autorités chinoises car cela consisterait à accepter des déplacements massifs de capitaux hors du territoire et davantage de volatilité de l'épargne domestique incompatibles avec un système financier chinois insuffisamment développé et robuste. Les secousses générées par une telle libéralisation des flux de capitaux risqueraient de déstabiliser l'assise économique et politique du pays. Au regard de la surévaluation du RMB et du climat d'incertitudes entourant la capacité du gouvernement à mener à bien ses réformes, la devise chinoise chuterait violemment avec des conséquences externes dommageables (probable déclenchement d'une « guerre des monnaies », déstabilisation des bourses mondiales) mais également internes. Si une dépréciation de devise permet une restauration quasi immédiate de compétitivité-coûts et une relance des exportations, a contrario elle va à l'encontre des objectifs du gouvernement notamment en réduisant le pouvoir d'achat des ménages au moment où la priorité est donnée à la Consommation sur l'Investissement, mais également en décourageant l'innovation industrielle alors que l'État cherche à moderniser les entreprises et les incite, publiques et privées, à rehausser la qualité de leurs segments de production, et enfin en accélérant les sorties de capitaux, rendant le RMB moins attrayant comme monnaie de réserve internationale.

La troisième option est optimale pour les autorités chinoises : favorable au commerce extérieur, elle permettrait de maintenir l'économie à flot en compensant les effets négatifs des restructurations industrielles sur l'activité.

Dans un contexte de poursuite de sorties de capitaux, l'exercice s'avère périlleux : une telle intention de dévaluation modérée et progressive est rapidement comprise des investisseurs et suscite leurs décisions de ventes pouvant contraindre les pouvoirs publics à intervenir autoritairement pour éradiquer un mouvement de dévaluation plus brutal.

« Marchant sur une corde raide », le gouvernement va maintenir le cap des réformes structurelles progressives en tentant d'en adoucir les conséquences négatives de court terme sur l'activité par une légère dépréciation de la devise. Cette option est praticable en raison de l'ampleur des réserves de changes de la Banque centrale et du caractère administré des marchés financiers chinois (contrôle des capitaux notamment).

Au rythme observé entre mi-2014 et fin 2015, le processus d'épuisement des réserves de changes disponibles prendrait sept ans ! Au regard de la décreue enregistrée en décembre 2015 (-110 milliards de dollars), en période de défiance et de crise, cette période de « grâce » durerait moins de trois ans. Ces délais sont cependant suffisamment longs pour que les autorités chinoises soient capables de convaincre les investisseurs de leur volonté d'implémenter les réformes structurelles nécessaires à la libéralisation de leurs marchés financiers à terme.

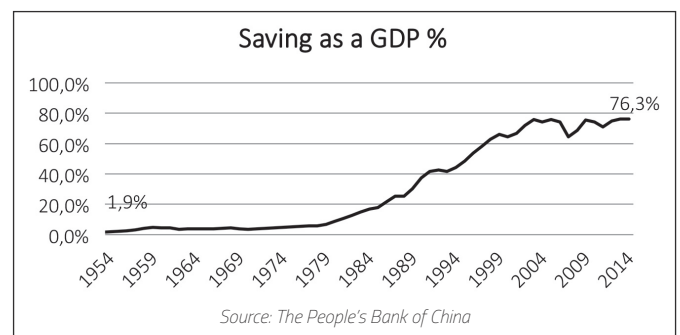
Si les ressources financières de la Chine sont suffisantes pour que Xi Jinping maintienne son cap réformateur, en revanche,

la perception de déstabilisation de son pouvoir personnel ou de celle du Parti communiste constituerait une « ligne rouge absolue » qui condamnerait la poursuite des réformes initiées.

Quelles seront les principales conséquences géoéconomiques de ces réformes ? Leur succès permettrait de favoriser le rééquilibrage de l'économie chinoise avec des conséquences sur l'économie mondiale.

Davantage de consommation domestique et moins d'investissement industriel interne sont nécessaires au développement économique durable de la Chine. Dans cette phase de transition, la décélération naturelle de la croissance chinoise exercera durablement une moindre pression sur le coût des matières premières. Ceci s'avère globalement positive pour le reste du monde, à l'exception des producteurs de matières premières, par le gain de pouvoir d'achat retiré.

La réorientation de l'épargne chinoise, des actifs financiers majoritairement occidentaux vers la consommation domestique et vers des actifs réels (infrastructures notamment), favorisera la croissance mondiale à terme. Progressive, elle suscitera cependant, toutes choses égales par ailleurs, une pression haussière sur les taux d'intérêt de ces mêmes pays occidentaux, contraignant ainsi les États de ces pays à entreprendre également des réformes visant à s'émanciper de l'épargne chinoise faute de ne plus pouvoir continuer à « vivre au-dessus de leurs moyens » grâce à celle-ci.



Le succès de ces réformes conduira à une internationalisation du rôle exercé par le RMB permettant d'envisager, à terme, le statut de monnaie de réserve internationale à la devise chinoise avec les avantages inhérents à celui-ci notamment en matière d'attraction de l'épargne mondiale vers l'Empire du milieu.

L'hégémonie américaine serait alors pour la première fois véritablement défiée par une puissance s'affirmant, à terme, comme l'unique super puissance rivale des États-Unis, comblant progressivement ses retards dans les attributs clés de ce statut que sont l'économie, le militaire, la technologie, et la culture (cf. Zbigniew Brzezinski, *Le Grand Echiquier : l'Amérique et le reste du monde*, 1997).

L'histoire monétaire ne fournit pas beaucoup d'exemples de domination mondiale durable de deux monnaies simulta-

nément. La substitution du dollar à la Livre Sterling comme monnaie de référence mondiale s'est réalisée sur plusieurs décennies, avec un effet d'accélération notable dû au second conflit mondial. Les États-Unis exerçant aujourd'hui une domination hégémonique en matière financière, le processus de rivalité monétaire entre Washington et Pékin ne fait que commencer.

Le gouvernement chinois doit donc raisonner sur un temps long, à minima de quelques décennies, pour réaliser son ambition monétaire laquelle deviendra de plus en plus nécessaire au fur et à mesure de la décroissance de ses excédents commerciaux.

Dans l'hypothèse d'un échec de la mise en place de ces réformes, nous assisterions à un repli sur soi de la Chine dont les conséquences géoéconomiques seraient extrêmement dommageables, pour elle-même tout d'abord, mais également pour le reste du monde. L'économie mondiale et le commerce international se contracteraient, la volatilité des marchés financiers mondiaux s'envolerait, et les relations politiques internationales se crispent sensiblement. Le cycle de globalisation mondiale initié dans le dernier quart du XX^e siècle prendrait fin ! Un nouveau cycle s'engagerait, probablement moins coopératif et porteur de développement que le précédent.

Quelle que soit l'issue de ces réformes chinoises, succès ou échec, nous assistons actuellement à la fin du recyclage de l'épargne chinoise comme source de financement des économies occidentales ! Encore peu commenté, ce phénomène émergent comporte une dimension « disruptive » planétaire en mettant fin à un cycle de financement qui aura duré un quart de siècle !

La mutation du système financier chinois est nécessaire pour extraire le pays de sa situation de surendettement, insoutenable à terme. Remédier à la situation de surcapacité industrielle du pays est le second défi fondamental des autorités chinoises. Ce second volet de l'inflexion stratégique chinoise repose sur le projet One Belt, One Road (OBOR).

5. « UNE CEINTURE, UNE ROUTE », UN PROJET STRATÉGIQUE POUR LE XXI^e SIÈCLE

Le projet OBOR vise à (ré)ouvrir des routes commerciales terrestres et maritimes reliant Shanghai à Venise, en parcourant le continent euro-asiatique afin de créer de nouvelles opportunités de marchés grâce au désenclavement de territoires traversés.

L'ampleur de ce projet impressionne : soixante-quatre pays sont directement concernés par ses travaux qui couvrent toute la zone Eurasie, avec notamment la construction de trois corridors économiques terrestres majeurs (Chine-Pakistan ; Chine-Mongolie-Russie ; Chine-Asie centrale-Asie occidentale) mais également la réouverture de voies de navigation dénommées « Route maritimes de la soie du XXI^e siècle » traversant l'océan indien, la mer Rouge, le golfe Persique, le canal de Suez et la mer Méditerranée.

Selon discours officiel chinois, le projet OBOR concernera potentiellement « 4,4 milliards d'habitants soit les deux tiers de la population mondiale ».

Le nombre d'initiatives lancées – près de 900 – et les montants financiers envisagés – qui avoisinent le montant impressionnant de 900 milliards de dollars – composent un projet structurant de moyen et long termes, potentiellement capable de redessiner la géographie économique du siècle à venir.

OBOR présente une richesse extrêmement intéressante par la diversité des concepts qu'il embrasse : sa nature est simultanément économique, commerciale et financière et intègre des composantes technologiques et énergétiques sur de vastes espaces terrestres et maritimes.



LE PROJET ONE BELT ONE ROAD CORRESPOND A UNE TRIPLE MOTIVATION : ÉCONOMIQUE, DE POLITIQUE INTERNE ET GÉOPOLITIQUE

La première motivation du projet OBOR est d'ordre économique. L'initiative OBOR devrait permettre à l'économie chinoise de dépasser ses limites actuelles en offrant des débouchés à son industrie. En exportant ses infrastructures, la Chine utilisera les surcapacités qu'elle génère. Elle élargira ainsi la demande adressée à son système productif.

En développant de nouveaux accès à certaines régions euro-asiatiques, la Chine se préoccupe également de sécuriser ses approvisionnements en ressources naturelles. Enjeu stratégique majeur pour un pays qui importe les trois-quarts de son pétrole et avantage comparatif par rapport à son rival régional, l'Inde, avec laquelle la Chine représentera 60% de la demande pétrolière mondiale à l'horizon 2030 (source AIE).

La dimension financière n'est pas absente des motivations chinoises puisque cette initiative permettra également à la Chine de lever du capital national et international qui favorisera l'utilisation et le développement du Renminbi comme devise de financement et de transaction. OBOR contribuera à la construction du statut de monnaie de réserve internationale du RMB.

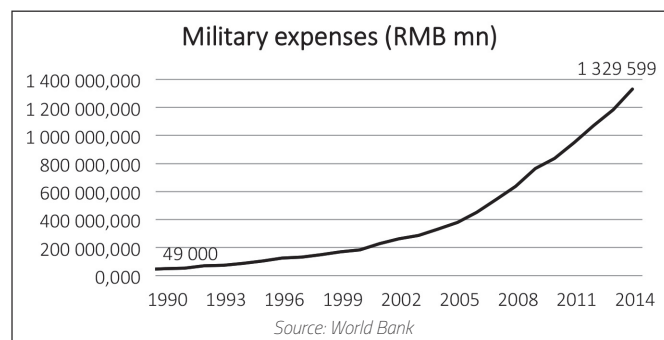
Le projet OBOR répond également à une deuxième logique, de nature politique domestique. Il devrait en effet permettre à la Chine de relever avec succès un défi majeur d'aménagement du territoire national. En développant les régions intérieures chinoises, qui souffrent de retards économiques et d'insuffisances en infrastructures, le gouvernement chinois prend une initiative salubre destinée à rééquilibrer l'économie domestique. Il réduit ainsi les risques de fractures politiques régionales d'un pays de dimension continentale.

Dans cette optique, la référence historique affichée de la Route de la soie constitue un atout non négligeable pour un pouvoir politique soucieux non seulement de rehausser l'image internationale de son pays mais surtout d'unifier son peuple derrière un projet fédérateur d'une ambition exceptionnelle. Le projet OBOR constitue ainsi un levier politique destiné à répliquer à l'échelle continentale euro-asiatique ce qui apparaît comme le succès domestique du capitalisme d'Etat chinois du quart de siècle écoulé.

Conjugué à son ampleur géographique et sa dimension financière, le projet OBOR comporte également un dessein géopolitique. D'aucuns ont pu ainsi le comparer au plan Marshall américain d'après Seconde Guerre mondiale. Il s'agit en fait d'un projet de taille encore plus ambitieuse si l'on en juge les chiffres annoncés : les dépenses planifiées par les autorités chinoises sont près de quatre fois supérieures à celles américaines mises en place de 1947 à 1952 au bénéfice de vingt-trois pays européens (estimations actualisées par OCDE) !

En bâtissant des infrastructures couvrant l'ensemble de l'Asie, la Chine favorisera l'intégration économique des pays traversés dans une économie marchande dont elle aura défini le cadre. OBOR est ainsi un puissant instrument d'influence politique puisque non seulement sa conception, mais également son financement et sa construction sont principalement chinois. Par ce projet, la Chine souhaite renforcer définitivement sa domination sur l'ensemble du continent eurasiatique.

Cette influence terrestre ne saurait passer sous silence l'autre dimension majeure du projet OBOR : sa dimension maritime qui est tout autant stratégique. Lacune traditionnelle de Pékin depuis le XVe siècle, les capacités de la flotte chinoise pourraient ainsi bénéficier de l'utilisation commerciale et militaire de voies maritimes qui longent aussi bien les côtes indiennes et asiatiques, que celles moyen-orientales, africaines et européennes. Pour la première fois depuis les ultimes expéditions de l'amiral Zheng He en 1433, la flotte chinoise pourra voguer régulièrement hors de ses eaux territoriales ! Rappelons que l'armée navale chinoise est aujourd'hui incapable de s'opposer à ses homologues japonaises ou américaines y compris dans les eaux des mers asiatiques revendiquées par son gouvernement. OBOR représente une opportunité d'évolution militaire navale considérable pour la puissance chinoise. Sa doctrine peut acquérir une nouvelle dimension : de purement défensive, sa conception peut devenir offensive.



LES OBSTACLES QUI SE DRESSENT DEVANT LA RÉUSSITE DU PROJET OBOR SONT MULTIPLES ET DE DIVERSES NATURES

Irréaliste, reflet de l'Hubris chinois, l'ampleur du projet peut prêter le flanc aux critiques quant à son caractère trop ambitieux.

La capacité des autorités et entreprises chinoises à délivrer peut légitimement être questionnée. « La main de fer » du Comité central chinois dont les décisions sont incontestablement suivies d'effets par les acteurs de la société chinoise sera-t-elle aussi efficace hors des frontières nationales ? La question mérite d'autant plus d'être posée que cette autorité s'appuie sur des entités publiques dont les difficultés actuelles sont réelles et durables (surendettement, faible productivité...). Par ailleurs, quelle que soit la nature des entreprises, publique ou privée, leur capacité à se mouvoir efficacement dans de multiples pays et juridictions différentes représente une véritable interrogation sur laquelle personne ne peut apporter de réponse définitive à ce jour.

Les enjeux techniques et opérationnels sont sources de difficultés. La seule construction de pipelines gaziers ou pétroliers à travers plusieurs pays implique non seulement des alignements d'intérêts politiques des différentes parties engagées mais comporte également des risques opérationnels (sécurité, techniques...) dont peuvent témoigner concrètement les réalisations passées achevées ou avortées...

Enfin la dimension financière du projet pourrait être remise en cause si les sorties de capitaux de Chine devaient se poursuivre au même rythme qu'enregistrée au dernier trimestre de 2015. Toutefois le projet OBOR est un moyen de résoudre le problème majeur de surcapacité de l'industrie chinoise. Sa mise en place est une base fondatrice de la nouvelle stratégie géoéconomique chinoise et à ce titre ne devrait pas être remise en cause.

LES MULTIPLES CONSÉQUENCES ET RÉACTIONS GÉOPOLITIQUES DU PROJET OBOR OU QUAND LE « GRAND JEU » DU XIXE SIÈCLE SE RÉACTIVE !

La seconde catégorie d'obstacles à la réalisation de l'initiative OBOR relève des acteurs externes à la Chine. Terrestre ou maritime, la dimension géopolitique du projet OBOR suscitera des réactions de l'ensemble des puissances régionales et internationales. La domination économique d'une zone dans laquelle figurent notamment l'Azerbaïdjan, la Turquie, l'Iran, soit autant de « pivots géopolitiques » auxquels leur position géographique confère un rôle clé pour accéder à certaines régions ou couper des puissances des ressources naturelles qui leur sont nécessaires, est un enjeu stratégique majeur.

« Qui gouverne le Heartland domine l'île monde, et qui gouverne l'île monde domine le monde » écrivait Harold Mackinder dans *The Geographical Pivot of History*, en 1919, en référence au bloc continental euro-asiatique. Si cette analyse prête à discussion, elle n'en exerce pas moins une influence sur la définition de la stratégie économique-militaire chinoise.



La motivation principale de la Chine réside dans sa volonté géoéconomique de se construire un accès direct aux ressources énergétiques d'une zone riche en pétrole, gaz et minerais. Les attitudes des autres acteurs seront quant à elles motivées par des réactions à l'aune de leurs intérêts et priorités. De l'hostilité à la recherche de partenariats complémentaires, en passant par de la rivalité, l'ensemble du spectre des relations internationales accompagnera le déroulement du projet OBOR.

Dans la rivalité croissante qui oppose les États-Unis et la Chine, la perception américaine de la montée en puissance chinoise dans cette région du monde - a fortiori, celle de l'émergence potentielle d'une coalition, ne serait-ce qu'économique Chine - Russie - Iran, perçue comme anti hégémonique à son encontre - suscitera des réactions américaines de diverses natures destinées prioritairement à endiguer le déploiement de l'initiative OBOR. Des alliances de nature économiques, politiques avec des puissances régionales ou locales (Kazakhstan, Azerbaïdjan...) sont à envisager et à renforcer pour les États-Unis.

Le positionnement de la Russie sera plus ambigu. « *If you can't beat them, join them* », même « contre mauvaise fortune bon cœur ». La Russie peut avoir intérêt à tenter de créer un partenariat avec la Chine pour ne pas voir son influence décroître davantage en Asie centrale. Obsédée par son souci de retrouver sa zone d'influence dans cette région, condition indispensable, bien que non suffisante, pour reconquérir son statut de grande puissance laminée après la chute de l'URSS, Moscou tentera de proposer à Pékin une répartition des rôles d'influence sur la zone eurasiatique : l'influence économique à la Chine et celle militaire à la Russie. La crédibilité d'un tel partenariat reposera davantage sur la volonté de la Chine que sur celle de la Russie qui ne possède pas aujourd'hui les ressources économiques et financières pour contrecarrer économiquement le projet chinois.

Les puissances régionales que sont la Turquie et l'Iran sont toutes deux motivées par des considérations qui ne sont fondamentalement pas en opposition avec la Chine : la Turquie se considère comme le leader potentiel de la communauté turcophone de l'Asie centrale tandis que l'Iran y souhaite le renouveau de l'islam. Ces deux entités - ethnique et religieuse - ne sont pas en concurrence frontale immédiate avec la Chine. Des possibilités de relations économiques constructives sont donc envisageables entre chacun de ces pays et la Chine.

Le Japon et la Corée apparaissent quant à eux comme les pays potentiellement « perdants » du projet OBOR. Les intérêts nippons qui seront affectés par la concurrence chinoise le seront dans un premier temps par le biais de financements préférentiels accordés via des organisations financières contrôlées par la Chine.

Dans le cadre du projet OBOR, l'origine des sources de financement revêt en soi une importance stratégique dans le choix des opérateurs industriels qui implémenteront les chantiers industriels. Plus globalement, cela met en exergue qu'un des terrains de rivalité entre la Chine d'une part, et le monde occidental et le Japon d'autre part, s'est déplacé sur le front du contrôle des entités financières internationales.

La création de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures en juin 2015 est l'exemple le plus emblématique de cette concurrence originale qui apparaît dans un univers qui, tout au long du XXe siècle, a été dominé exclusivement par les pays occidentaux dont au premier rang les États-Unis.

Pour la Corée, le principal impact de l'initiative OBOR devrait être ressenti défavorablement avec l'irruption d'entreprises concurrentes chinoises sur des marchés d'Asie centrale sur lesquels les sociétés coréennes possèdent un réel positionnement.

Les deux puissances absentes de ce projet OBOR sont l'Inde et l'Union européenne.

Si la rivalité régionale entre la première et la Chine est d'évidence un obstacle à la participation de New Delhi dans ce projet, il semble cependant difficilement envisageable de statuer sur une complète et durable passivité de l'Inde à l'égard de l'initiative chinoise. La construction du corridor Pakistan-Chine et la composante maritime inhérente au projet OBOR sont deux éléments qui déclencheront des réactions indiennes. Le premier sera ressenti comme un renforcement tous azimuts de son principal « ennemi » politique stratégique tandis que le second sera perçu par l'Inde (et les États-Unis), comme une tentative de rompre le « collier de perles » maritimes dénoncée régulièrement par Pékin. Les projets de pipeline TAPI (Turkmenistan-Afghanistan-Pakistan-Inde) et MEIDP (Middle East to India Deepwater Pipeline) destinés à acheminer du gaz de l'Asie centrale et du Moyen-Orient

vers l'Inde sont ainsi des initiatives destinées à sécuriser les moyens d'approvisionnement énergétique indiens indépendamment du projet OBOR.

Si la présence géopolitique européenne en Asie centrale s'est effacée au cours de la seconde moitié du XXe siècle, l'Union européenne devrait tenter de « tirer son épingle du jeu » en privilégiant une approche économique du projet OBOR. Ses débouchés industriels et commerciaux représentent des opportunités majeures pour les entreprises européennes dans bon nombre de secteurs où elles excellent (cf. annexe). L'Europe doit prendre ses dispositions pour ne pas être exclue du projet géoéconomique le plus ambitieux de ce début de siècle.

Le projet OBOR signe manifestement, le retour du « Grand Jeu » sur l'échiquier euro-asiatique, avec une vitalité digne de celle qui animait les puissances lors de la seconde moitié du XIXe siècle.

DE SHANGHAI À VENISE, L'INITIATIVE OBOR REÈVE D'UNE REMARQUABLE INTELLIGENCE STRATÉGIQUE

La logique sous-jacente à l'initiative OBOR est naturelle, rationnelle et intelligente. Naturelle, puisqu'elle s'inscrit géopolitiquement dans une volonté d'affirmation par la Chine de son pouvoir grandissant de puissance émergente.

Rationnelle, en s'appuyant sur une logique économique constructive et d'apparence bienveillante puisque basée sur le développement pacifique.

Cette approche est d'autant mieux choisie qu'elle contraste singulièrement avec l'interventionnisme militaire déployé par les USA ces dernières décennies sur différents continents.

Intelligente car elle permet à la Chine de régler certaines de ses difficultés économiques domestiques tout en s'affranchissant des accusations d'intérêt exclusivement égoïstes puisque le projet OBOR s'inscrit dans une dynamique de recherche d'intérêt collectif à long terme pour la communauté internationale...

- elle lui permet de tenter de bâtir une capacité maritime qui lui fait cruellement défaut à ce jour ;

- elle répond au basculement américain vers le « pivot » asiatique en construisant un contrepoids à l'accord de Partenariat trans-Pacifique (TPP) signé en 2015 entre les États-Unis et onze pays asiatiques, accord ressenti par Pékin comme un OTAN économique, qui, de fait, isole la Chine au sein de la zone régionale asiatique à ce jour.

Dans un monde politique qui souffre de l'absence de projets mobilisateurs, l'initiative OBOR affiche une stratégie claire et offre un fil directeur narratif mobilisateur non seulement pour le peuple chinois, mais également pour des populations hors de Chine avec la construction de boucles terrestres et maritimes reliant les confins des contrées asiatiques à la sérénissime Venise !

Stratégiquement pour la Chine, l'initiative OBOR est remarquable à double titre :



What is the TPP?

The **Trans-Pacific Partnership (TPP)** writes the rules for global trade—rules that will help increase Made-in-America exports, grow the American economy, support well-paying American jobs, and strengthen the American middle class.

● Australia	● United States
● Canada	● Vietnam
● Japan	● Chile
● Malaysia	● Brunei
● Mexico	● Singapore
● Peru	● New Zealand

ENSEIGNEMENTS

« *Si nous voulons que tout reste tel que c'est, il faut que tout change* ».

G. Tomasi di Lampedusa, *Le Guépard*.

L'année 2015 a marqué la fin du cycle de développement puissant sans discontinuité enregistré par la Chine pendant un quart de siècle. Cette inflexion de tendance coïncide avec l'émergence d'un pouvoir fort, celui de Xi Jinping, conscient des problèmes structurels qui affectent la Chine et qui risquent d'entraver la « marche en avant » de son développement futur.

La phase actuelle dans laquelle entre la Chine peut être qualifiée de transition économique, avec la mutation d'un système qui doit désormais s'appuyer davantage sur la consommation que sur les deux piliers traditionnels que furent l'investissement et le commerce extérieur ; de transition politique, avec le lancement de la campagne anti-corruption qui déstabilise le corps décisionnaire chinois (à « la bataille des Tigres » populaire auprès des citoyens car centrée sur les hauts dirigeants, va succéder celle des « Mouches » moins spectaculaire, plus longue...) ; de transition géopolitique, enfin, avec des tensions croissantes liées à l'émergence de la Chine comme puissance globale et exacerbées notamment par la rivalité avec les États-Unis au sein de la zone Pacifique.

Confronté au mécontentement populaire issu de l'accroissement des inégalités et de la pollution climatique, le pouvoir a identifié les mesures à instaurer pour affronter avec succès ces défis et éviter toute remise en cause de la stabilité du régime qui demeure sa priorité absolue. Deux initiatives majeures ont été lancées : la réforme du système financier chinois et le projet *One Belt One Road*. Leurs réalisations s'inscriront dans un temps long.

À travers ces évolutions, l'enjeu stratégique à terme pour la Chine est de s'octroyer progressivement les attributs de super puissance. Économique et financier, militaire, technologique, et culturel, le projet OBOR est emblématique de cette nouvelle vision portée par Xi Jinping.

La Chine entre dans une nouvelle phase de son histoire contemporaine. Après la période des vingt-cinq dernières années qui, d'un point de vue géoéconomique et géopolitique, peut être qualifiée ex-post de « long fleuve tranquille », celle qui débute s'annonce davantage mouvementée : l'économie domestique doit changer de modèle et son système financier opérer une mutation délicate. La rivalité géopolitique avec les États-Unis essaiera d'être contenue par la Chine et intégrée comme la plus constructive possible. Le principal risque chinois réside aujourd'hui dans l'instabilité interne que pourrait générer la mise en place de ces réformes domestiques.

Consolidation du pouvoir politique et accompagnement de l'évolution sociétale sont les enjeux majeurs auxquels sont confrontés les dirigeants du Parti Communiste chinois...

Christian DARGNAT
Février 2016

LISTE DES SECTEURS INDUSTRIELS ET DE SERVICES BENEFICIAIRES DES REFORMES CHINOISES

Accompagnement de l'évolution démographique chinoise

- Services à la santé
- Soins médicaux
- Assistance aux personnes âgées
- Appareils médicaux
- Robotique

Développement de la consommation domestique

- Alimentation de qualité
- Alimentation plus cosmopolite
- Alimentation protéinée
- Produits de santé
- Loisirs et divertissement
- Biens et services culturels
- Tourisme
- Sports
- Connection technologique
- Luxe

Développement de l'urbanisation

- Transports
- Routes et travaux publics
- Communication et Information
- Technologie
- Traitement de l'environnement
- Infrastructure de protection de l'environnement
- Services publics
- Education

Projet « *One Belt One Road* »

- Infrastructures
- Transports ferroviaires
- Equipements ferroviaires
- Transports maritimes
- Equipements maritimes
- Pétrole et gaz
- Matériaux de Constructions
- Autoroutes
- Aéronautique
- Centrales électriques
- Réseaux télécom
- Réseaux électriques
- Machines outils
- Internet
- Equipement de Communication
- Semi conducteurs
- Centrales nucléaires
- Equipements électroniques

RAPPORTS DE RECHERCHE

■ RAPPORTS DE RECHERCHE DU CF2R

Les Rapports de recherche (RR) publiés par le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) sont des travaux de recherche approfondis menés par un ou plusieurs de ses chercheurs, afin d'apporter des éléments d'information nouveaux sur un sujet d'actualité. Ces rapports sont téléchargeables sur notre site www.cf2r.org.

■ CHLOÉ AEGERHARDT ET ALII

Des femmes dans le renseignement belge : un défi permanent

Rapport de recherche n° 17, mars 2016.

■ CHRISTIAN DARGNAT

2015-2016 : années d'inflexion de la stratégie géo-économique chinoise

Rapport de recherche n° 16, février 2016.

■ OLIVIER DUJARDIN

Le renseignement technique d'origine électromagnétique appliqué au radar (ELINT)

Rapport de recherche n° 15, octobre 2015.

■ OLIVIER GUILMAIN

Le Smart Power au secours de la puissance américaine

Rapport de recherche n° 14, mars 2015.

■ LESLIE VARENNE ET ERIC DENÉCÉ

Racket américain et démission d'État. Le dessous des cartes du rachat d'ALSTOM par General Electric

Rapport de recherche n° 13, décembre 2014.

■ DR FARHAN ZAHID

Operation Cyclone and its Consequences

Rapport de recherche n° 12 (en anglais), août 2014.

■ DR FARHAN ZAHID AND HAIDER SULTAN

The US Objectives in GWOT and their Effects on AfPak Theater

Rapport de recherche n° 11 (en anglais), juillet 2014.

■ DR FARHAN ZAHID

Islamist Radicalization in South Asia. Origins, Ideologies and Significance of Radical Islamist Violent Non-State Actors

Rapport de recherche n° 10 (en anglais), mai 2014.

■ GÉRALD ARBOIT

Le renseignement, dimension manquante de l'histoire contemporaine de la France

Rapport de recherche n° 9, mars 2013.

■ ERIC DENÉCÉ & GÉRALD ARBOIT

Les études sur le renseignement en France

Rapport de recherche n° 8, novembre 2009.

■ NATHALIE CETTINA

Communication et gestion du risque terroriste

Rapport de recherche n° 7, mars 2009.

■ PHILIPPE BOTTO

Noukhaev et le nationalisme tchéchène

Rapport de recherche n° 6, septembre 2008.

■ ALAIN RODIER

La menace iranienne

Rapport de recherche n° 5, janvier 2007.

■ NATHALIE CETTINA

Spécificités de la gestion organisationnelle de la lutte antiterroriste en Corse

Rapport de recherche n° 4, mars 2006.

■ GÉNÉRAL ALAIN LAMBALLE

Terrorism in South Asia

Rapport de recherche n° 3 (en anglais), novembre 2005.

■ MICHEL NESTERENKO

Project for a New American Century : la politique des néoconservateurs derrière la guerre contre la terreur

Rapport de recherche n° 2, octobre 2005.

■ ERIC DENÉCÉ

Le développement de l'islam fondamentaliste en France : conséquences sécuritaires, économiques et sociales

Rapport de recherche n° 1, septembre 2005.

■ RAPPORTS DE RECHERCHE CF2R/CIRET-AVT

Les rapports publiés en partenariat avec le Centre international de recherche et d'étude sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) font suite à des missions d'évaluation de terrain réalisées dans le cadre d'une mission internationale francophone.

■ SOUS LA DIRECTION D'ERIC DENÉCÉ

Syrie : une libanisation fabriquée. Compte-rendu de mission d'évaluation auprès des protagonistes de la crise syrienne

Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) et Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), Paris, janvier 2012 (traduit en anglais et en arabe).

■ YVES BONNET

Iran : l'oublié du printemps

Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) et Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), Paris, Décembre 2011.

■ SOUS LA DIRECTION D'ERIC DENÉCÉ (CF2R) ET D'YVES BONNET (CIRET-AVT)

Libye : un avenir incertain, Compte-rendu de mission d'évaluation auprès des belligérants libyens

Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) et Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), Paris, avril 2011 (traduit en anglais et en italien).



Centre Français de Recherche sur le Renseignement

Centre Français de Recherche
sur le Renseignement (CF2R)

21 boulevard Haussmann
75009 Paris
FRANCE

Courriel : info@cf2r.org
Tel. 33 (1) 53 43 92 44
Fax 33 (1) 53 43 92 00

www.cf2r.org





Centre Français de Recherche sur le Renseignement

Centre Français de Recherche
sur le Renseignement (CF2R)

21 boulevard Haussmann
75009 Paris
FRANCE

Courriel : info@cf2r.org

Tel. 33 (1) 53 43 92 44

Fax 33 (1) 53 43 92 00

www.cf2r.org

